



L'ESS, ACTRICE DES TRANSITIONS ?
1, 2, 3 JUIN 2022 À BORDEAUX

La contribution des monnaies locales aux dynamiques de transition

COLSAET Alice, Association La MIEL, alice.colsaet@lamiel.net

LUNG Yannick, Université de Bordeaux, BSE et La MIEL, lung@u-bordeaux.fr

Résumé :

La communication retrace le développement récent des monnaies locales complémentaires en France. Elle discute les modalités par lesquelles ces monnaies peuvent théoriquement contribuer aux transitions écologiques et sociales avant de résumer les éléments de preuve apportés par l'enquête du mouvement SOL à ces hypothèses.

La crise écologique (dérèglement climatique, réduction dramatique de la biodiversité), l'augmentation brutale des inégalités à travers le monde, source de tensions sociales exacerbées, avec son lot de précarisation et de dévalorisation, et la remise en cause des principes de représentation démocratique rendent la situation actuelle intenable. Nous sommes loin des objectifs de soutenabilité affichés depuis plusieurs années. Même si on peut espérer que la montée des populismes et l'extension des conflits armés marquée par la guerre en Europe début 2022 ne conduira pas à la catastrophe, l'avenir s'assombrit dramatiquement pour la jeunesse et les générations futures. C'en est fini des illusions sur lesquelles ont vécu les « boomers » : celles d'une croissance illimitée, puis, suite à l'effondrement du mur de Berlin, celles d'un monde pacifié où la démocratie serait triomphante. Le temps est à l'urgence des transitions.

Face à l'incapacité des gouvernements de faire face aux défis qui se dressent, des groupes de citoyen·nes lancent de nombreuses initiatives pour essayer d'infléchir la trajectoire qui se dessine¹. Ils essaient d'inventer ensemble de nouvelles façons de faire – ce que recouvre le terme d'innovation sociale² – pour engager, au plan local, des dynamiques de transition environnementale et sociale.

Difficile de présumer si ces démarches collectives, multiples et protéiformes (écolieux, habitat participatif, etc.), seront susceptibles de déboucher sur des changements majeurs ou si elles resteront dans la mémoire comme des utopies généreuses. « Le chemin se construit en marchant » comme l'exprimait si bien Antonio Machado³. Ce qui est essentiel, c'est qu'après l'effondrement des grands récits, des citoyen·nes s'efforcent de construire ensemble des dispositifs partagés, dépassant l'individualisme que promeut depuis des décennies l'idéologie néolibérale dominante, afin de tenter d'échapper à la sombre trajectoire qui se dessine pour nos sociétés.

Cette recherche du lien social a naturellement trouvé sa place dans les innovations monétaires à travers la recherche de monnaies alternatives (SEL, banques de temps, monnaies locales ou sociales, monnaie libre,

¹ Duverger T., *Utopies locales. Les solutions écologiques et solidaires de demain*, Les petits matins, Paris, 2021.

² Klein J.L., Laville J.L., Moulaert F., *L'innovation sociale. Principes et fondements d'un concept*, Editions érès, Toulouse, 2014.

³ « no hay camino, se hace camino al andar », Antonio Machado, *Proverbios y cantarès, Campos de Castilla*, Chant XXIX, 1917

cryptomonnaies)⁴ pour inverser les évolutions actuelles qui nous conduisent à l'impasse : mondialisation, financiarisation, destruction de l'environnement, etc. Institution sociale par excellence, la monnaie⁵ est en effet un vecteur majeur du lien social dans nos économies et nos sociétés, d'autant plus que les échanges monétaires ont pris une place essentielle dans les relations entre les acteurs sociaux. Même les relations non marchandes, comme les revenus de transfert (allocations familiales, retraites, sécurité sociale, etc.) transitent par la médiation de la monnaie.

La monnaie repose sur la confiance qui se construit au sein d'une communauté autour d'un signe monétaire, qu'il soit matériel ou virtuel. S'opposant à l'anonymisation des échanges réduits au seul rapport marchand, la plupart des monnaies alternatives – à l'exception des cryptomonnaies – vont tenter de redonner du sens aux échanges monétaires en créant un espace où les acteurs partagent des valeurs humanistes, sociales et écologiques. Il s'agit de se reconnaître mutuellement en tant qu'individualité appartenant à un collectif.

A la fin du 20^{ème} siècle, des groupes de citoyen·nes constituent ainsi des systèmes d'échanges locaux (SEL), des banques de temps ou accorderies qui restituent l'identité des personnes engagées dans ces dispositifs en restant à une échelle de proximité. Mais ces dispositifs rencontrent vite des limites, conduisant à la recherche de formes monétaires permettant d'atteindre un plus grand nombre de participants et portant sur une gamme plus large de dépenses, notamment celles réalisées auprès de commerces et de professionnels.

Différentes initiatives vont ainsi se développer sur les différents continents, parmi lesquels les monnaies locales (ou monnaies sociales) qui apparaissent comme un des leviers pour activer les dynamiques de transition afin d'inverser les évolutions des dernières années.

- Au processus de globalisation, les monnaies locales opposent un retour au local en s'efforçant de mettre en place des circuits territorialisés d'échanges. Il ne s'agit pas de revenir à l'autarcie ou à l'autosuffisance,

⁴ Que Jérôme Blanc analyse de façon synthétique dans *Les monnaies alternatives*, La Découverte, Paris, 2018.

⁵ Pour une première approche des enjeux théoriques de la monnaie, on pourra se reporter au premier chapitre du livre publié par Les Économistes atterrés : *La monnaie. Un enjeu politique*, Éditions du Seuil, Paris, 2018.

mais de mettre en relation des acteurs d'un même territoire, acteurs qui ont tendance à s'ignorer, en privilégiant les rapports de proximité.

- Alors que la financiarisation a réduit les flux financiers portant sur l'économie réelle (les échanges de biens et de services) à moins de 5% des flux financiers internationaux et a renforcé les logiques spéculatives (dont la crise financière de 2007-08 a révélé les excès), les monnaies locales, elles, s'orientent vers des placements éthiques et solidaires.
- Face à l'érosion de l'exercice démocratique du pouvoir et la gestion technocratique de la monnaie (renforcée par la généralisation du dogme de l'indépendance des banques centrales), les monnaies locales reposent sur l'engagement des citoyen·nes sur les enjeux monétaires et financiers, renforçant ainsi leur pouvoir d'agir.
- Pour sortir de la crise environnementale, les monnaies locales favorisent le développement des circuits courts et l'orientation des dépenses vers des achats écologiques et éthiques.

Au-delà des affirmations de principe ou des ambitions des monnaies locales, la communication vise, à partir de l'exemple de la France, à analyser comment ces monnaies peuvent participer à ces dynamiques de transition si elles dépassent le cadre encore trop confidentiel de leur diffusion. Elle s'appuie sur un ensemble de travaux⁶ en les mettant en perspective de cet enjeu et en les mettant en résonance avec la pratique de la monnaie locale dans laquelle sont impliqués les auteurs/trices.

S'il y eut des expériences auparavant, les monnaies locales complémentaires telles que nous les connaissons aujourd'hui en France sont apparues à la suite de la crise financière de 2008. En 2010, trois monnaies locales sont lancées : l'*occitan* à Pézenas (Hérault), l'*abeille* (Lot-et-Garonne) et la *commune* (Loire).

Cette innovation monétaire s'est progressivement diffusée à travers le pays avec la multiplication des monnaies locales, leur organisation en réseaux nationaux et l'apparition d'acteurs complémentaires. S'est progressivement structuré un écosystème des monnaies locales en France qui réunit un ensemble d'acteurs/trices autour de valeurs écologiques et sociales partagées. L'engagement de collectifs de citoyen·nes qui gèrent les monnaies locales

⁶ Notamment deux enquêtes : celle de Jérôme Blanc, Marie Fare et Oriane Lafuente-Sampietro auprès des associations de monnaie locale (référéncée comme 'enquêteTriangle' dans le texte) et celle du Mouvement SOL auprès des utilisateurs/trices de ces monnaies.

repose sur la conviction que ces monnaies peuvent être des leviers des transitions à engager.

C'est tout l'intérêt d'une récente enquête sur l'utilité sociale de ces monnaies réalisée à l'initiative du Mouvement SOL que d'apporter des éléments de preuve venant à l'appui des convictions de ces collectifs.

1. Un aperçu sur les monnaies locales en France

A) L'émergence des monnaies locales

Si l'on remonte loin dans le temps, les monnaies locales ont pu se développer dans différents territoires de ce qui deviendra la France, bien avant que l'émission de monnaie ne devienne la prérogative exclusive du Roi, ouvrant la porte à une centralisation que consacrera le Franc germinal. Il y a là une dimension importante de l'expression de la relation intense entre l'émission et la gestion de la monnaie et le pouvoir politique.

De nombreuses expériences de monnaies locales se sont faites à l'occasion de crises financières caractérisées par un manque de liquidités. Aussi des initiatives locales ont tenté d'y pallier au plan local. Ce fût le cas lors de la crise des années 1930 avec des exemples emblématiques en Allemagne et en Autriche, expériences vite stoppées par les Banques centrales, à l'exception du WIR en Suisse. À la même époque (1933), s'inspirant de la Banque d'échange imaginée par Proudhon, la Mutuelle d'Échange est lancée en France à Nice. Elle est, elle aussi, arrêtée par la Banque de France tout comme une nouvelle tentative à Lignières qui ne durera que quelques mois (1956-58)⁷.

C'est à fin du siècle dernier que se développent de nouvelles formes de monnaies alternatives qui réaffirment que la monnaie ne doit pas se limiter à un bien privé (monnaie bancaire émise à l'occasion de crédits accordés par les institutions financières), pas plus qu'à un bien public géré par l'État : elle a vocation à être conçue comme un « commun », autogéré par les citoyen·nes. Il s'agit, à petite échelle, de se réapproprier la question monétaire. S'inspirant d'initiatives lancées dans d'autres pays, des collectifs de citoyen·nes vont ainsi, dès les années 1980, multiplier en France des systèmes d'échanges locaux (SEL) : les participant·es peuvent offrir certains services (bricolage, jardinage, garde d'enfants, couture, initiation à l'informatique, etc.) et bénéficier en contrepartie des services proposés par d'autres. De façon plus limitée, sont

⁷ Expériences retracées dans : Derruder Ph., *Monnaies locales complémentaires & citoyennes. Pourquoi, comment ?*, 3^{ème} édition, Yves Michel Éditions, Gap, 2017.

apparues des accorderies (inspirées du Québec) qui perfectionnent le système. Dans ces initiatives, il y a certes un enjeu économique : cela permet à plusieurs participants de pouvoir échanger des biens et des services sans mobiliser des francs/euros, donc d'accéder à des biens ou services qui ne leur seraient pas accessibles autrement. Mais l'essentiel, c'est la volonté de renforcer le lien social sur un territoire par un échange, en prenant l'heure comme unité de compte. On est dans une logique de réciprocité, à la frontière du don/contre don et de l'échange monétaire.

La limite des SELs, c'est que de tels échanges excluent les professionnel·les, ce qui restreint les possibilités aux seules relations entre des particuliers. Les monnaies locales visent à dépasser cette contrainte en élargissant le cercle des participant·es aux échanges du réseau.

Inspirée d'expériences étrangères, une première tentative va être lancée au début du 21^{ème} siècle avec le projet SOL⁸. Ce projet est conçu et mis en œuvre avec des acteurs nationaux importants de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) : le groupe Chèque Déjeuner, la MACIF, la Caisse des Dépôts et Consignations. Il est très ambitieux, avec plusieurs orientations dont une monnaie-temps et le lancement d'une monnaie numérique au niveau national, le *sol*. Cette monnaie circulera entre les adhérents (avec un système de fidélisation des achats) sur différents territoires d'expérimentation. Un financement européen est obtenu qui permet le recrutement de salariés et l'activation de quelques groupes locaux avec l'appui de certaines collectivités locales. La diffusion de la monnaie numérique *sol* va rester très limitée, malgré l'importance des fonds investis : le caractère descendant et centralisé se combinant avec un engagement citoyen très inégal selon les territoires vont conduire à l'échec de cette expérimentation qui perdurera localement au début des années 2010. Mais surtout, le projet sera l'incubateur de monnaies encore actives comme le *sol violette* à Toulouse et aboutira à la création du Mouvement SOL, un des deux réseaux des monnaies locales en France.

A l'inverse de cette démarche centralisatrice, c'est une dynamique conçue par des collectifs locaux de citoyen·nes, ancrée sur des territoires qui va s'imposer à partir de l'éclosion de trois monnaies locales en 2010 en France. Ces

⁸ Se reporter au témoignage de Celina Whitaker, coordinatrice du Projet SOL (2005-2010) dans : Whitaker C., Lamarche T., Ould Ahmed P. et J.F. Ponsot, « L'expérience des monnaies complémentaires : questionner et redéfinir le lien des citoyens à la monnaie », *Revue de la régulation*, 18 | -1, 1-13. En libre accès <https://doi.org/10.4000/regulation.11578>

initiatives fondent un nouveau modèle, celui des monnaies locales complémentaires et citoyennes, qui va progressivement se disséminer dans le pays.

1.2 La normalisation des monnaies locales

Au cours de la décennie, des collectifs citoyens vont ainsi créer de nombreuses monnaies locales sur différents territoires : de 2010 à 2021, quelque 89 monnaies locales auraient été lancées sur différents territoires en France (voir la liste en annexe), mais 12 d'entre elles ont cessé leur activité, par épuisement des bénévoles ou à l'occasion de restructurations (fusions).

L'emploi du conditionnel exprime le fait que le dénombrement de ces monnaies implique des choix sur ce qu'on appelle une monnaie locale. Ce qui est décompté ici, c'est le nombre de monnaies locales en circulation sur l'ensemble d'un territoire, quel que soit le nombre d'associations qui administrent cette monnaie. La *roue* est ainsi gérée par sept associations différentes, mais on la considère comme une seule monnaie car elle est utilisable sur l'ensemble des territoires de ces associations. Une fois cette règle posée, le décompte est affecté d'incertitudes car il est parfois difficile de vérifier si telle ou telle monnaie s'est effectivement lancée ou si elle est restée à l'état de projet et, dans l'hypothèse où elle a circulé, si elle est active, en sommeil ou définitivement arrêtée. On a procédé par recoupement de différentes sources d'informations en complétant l'enquête Triangle, en dépouillant la presse, en observant l'activité sur internet et les réseaux sociaux, ou en échangeant directement avec les responsables des monnaies. Il subsiste cependant des doutes (plusieurs exemples l'illustreront par la suite) et il faut lire la donnée statistique avec une marge d'incertitude de 2 ou 3 unités. Ce qui importe, c'est l'ordre de grandeur et la progression.

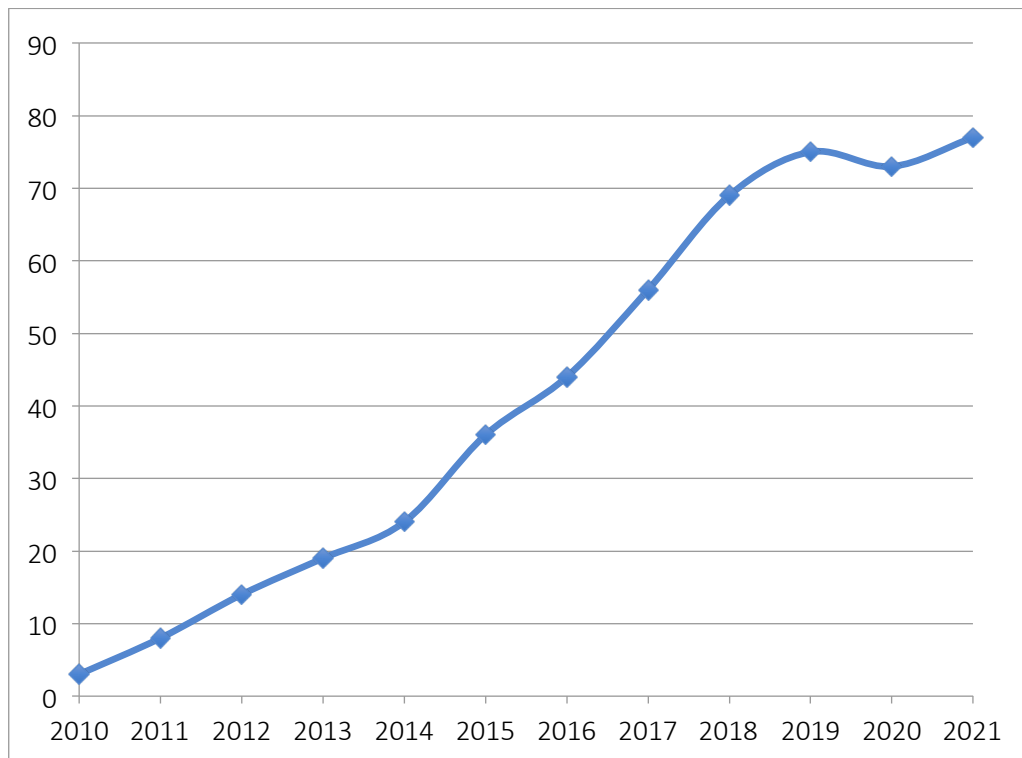
Sous ces hypothèses et ces réserves, il y aurait 77 monnaies locales en circulation au 31 décembre 2021⁹ (entre 75 et 80). Le pic du lancement est atteint en 2018 avec 15 nouvelles monnaies créées au cours de l'année, mais le ralentissement est très net par la suite. L'année 2020 est même marquée par plus de fermetures (4) que de lancement de nouvelles monnaies (2) : la crise sanitaire a affecté nombre de monnaies locales car le relationnel en présence physique est important, tant avec les particuliers qu'avec les prestataires (ou

⁹ Deux nouvelles monnaies ont été lancées au début 2022, mais une autre a cessé ses activités, ce qui porterait le total à 78 monnaies au 30 avril 2022.

professionnels) acceptant le paiement en monnaie locale. Elle a aussi probablement retardé certains démarrages de quelques mois puisque la croissance reprend l'année suivante mais à un rythme réduit.

Figure 1 - Nombre de monnaies locales en circulation en France 2010-2021

Monnaie en circulation au 31 décembre de l'année



Source : enquête Triangle, complété par l'auteur

Deux circonstances vont favoriser cette croissance, particulièrement marquée dans la deuxième partie de la décennie (on passe d'une moyenne de 5,6 créations par an à 11). D'une part, le film *Demain* de Cyril Dion et Mélanie Laurent, sorti en 2015, va élargir la connaissance de ce type de démarche et inciter de nouveaux collectifs à s'y engager. D'autre part, le vote de la loi de l'Économie Sociale et Solidaire en juillet 2014 va donner une base juridique aux « titres de monnaie locale complémentaire » dans son article 16. Les monnaies locales sont ainsi inscrites dans le code monétaire et financier. Cette institutionnalisation des monnaies locales et la sécurisation juridique légitiment l'action des collectifs même si la réglementation introduit des contraintes.

Ainsi les monnaies locales complémentaires doivent respecter certains principes communs. Elles doivent être gérées par une structure de l'ESS (en général des associations) dont la gestion de la monnaie est « l'unique objet social ». Toutes les monnaies sont à parité avec l'euro. Elles ne peuvent circuler

qu'entre les seuls adhérents de la structure gestionnaire, sur un territoire délimité. Le mécanisme est en général le suivant : des particuliers convertissent leurs euros en monnaie locale en s'adressant à un bureau ou comptoir de change (ou d'échange) qui leur remet des coupons-billets (souvent sous forme d'enveloppes) ou en opérant un virement depuis leur compte bancaire si la monnaie est numérique (partiellement ou totalement). Ces euros convertis doivent être placés dans un fonds de garantie auprès d'une institution financière, le plus souvent une institution éthique comme la NEF (Nouvelle Économie Fraternelle) ou le Crédit coopératif.

Les particuliers peuvent utiliser la monnaie locale lors de leurs dépenses auprès du réseau des « prestataires »¹⁰, terme qui recouvre généralement l'ensemble des activités acceptant la monnaie locale en paiement de biens ou de services : commerçants, entreprises, associations, etc. Les deux parties de l'échange doivent donc être adhérentes de la structure gérant la monnaie locale. Mais les particuliers ne peuvent pas reconverter la monnaie locale en euros. Seuls les prestataires peuvent opérer une reconversion en euros s'ils n'arrivent pas à dépenser la monnaie locale reçue. Cette reconversion s'effectue moyennant le plus souvent une commission pour frais de reconversion (de 2 à 5%) afin de les inciter à utiliser eux-mêmes la monnaie dans leurs paiements de fournisseurs, rémunérations, etc.

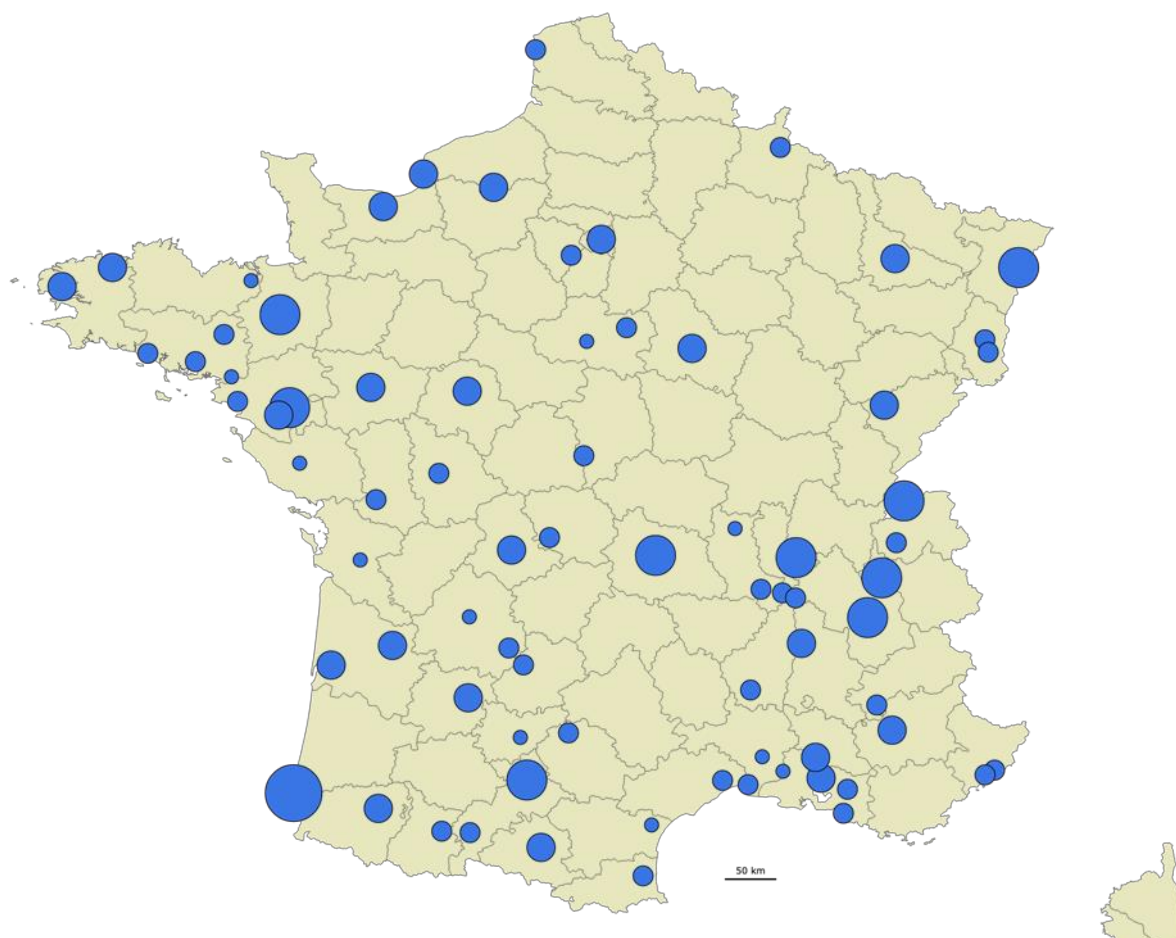
1.3 De fortes disparités entre les monnaies locales

S'il y a eu quelques échecs, la plupart de ces monnaies sont aujourd'hui actives mais elles sont très diversifiées, autant par l'étendue du territoire couvert que par le volume de leur activité. Sur le plan géographique, deux éléments sont révélateurs :

- la monnaie locale peut circuler sur une commune, voire un centre-ville, ou s'étendre à une région entière comme la Normandie avec le *rollon*, le cas général étant intermédiaire (départemental ou infra-départemental) ;
- les monnaies locales sont inégalement réparties sur l'espace français avec des régions très denses (notamment la Bretagne et la partie sud de la France), et un grand « désert » dans le nord et sur l'arc nord-est autour du Bassin parisien.

¹⁰ Le terme « professionnels » est parfois utilisé. D'autres monnaies ont leur langage : ils sont désignés comme « accepteurs » par *lou pélou* (Limousin).

Carte 1 – Les différentes monnaies locales en France (2018)



Source : Blanc et Lakócai, 2018¹¹

En ce qui concerne le volume de l'activité des différentes monnaies locales, l'enquête réalisée (fin 2019-début 2020) par une équipe du laboratoire Triangle (Lyon)¹² auprès de ces monnaies permet d'avoir des indications chiffrées sur ces disparités. Plus de 60 d'entre elles ont répondu au questionnaire, ce qui permet d'avoir une idée assez précise de la situation. Les écarts entre monnaies peuvent aller de 1 à plus de 500 sur le montant de monnaie locale en circulation ou de 1 à 80 pour le nombre d'adhérents particuliers et prestataires¹³.

¹¹ Blanc, J et Lakócai, C., « Toward spatial analyses of local currencies: The case of France », *International Journal of Community Currency Research*, Volume 24 (Winter 2020) 11-29.

¹² Blanc J., Fare M., Lafuente-Sampietro O., *Les monnaies locales en France : un bilan de l'enquête nationale 2019-20*, Triangle - UMR 5206 Université Lumière Lyon 2, Sciences Po Lyon, CNRS, avril 2020. Cette source est référencée comme *enquête Triangle* dans le livre.

¹³ Les données portent sur 2018 et depuis, les écarts se sont aggravés, le maximum de monnaie locale en circulation atteignant l'équivalent de 3 millions d'euros.

Tableau 1 – Les disparités entre les monnaies locales en France (2018)

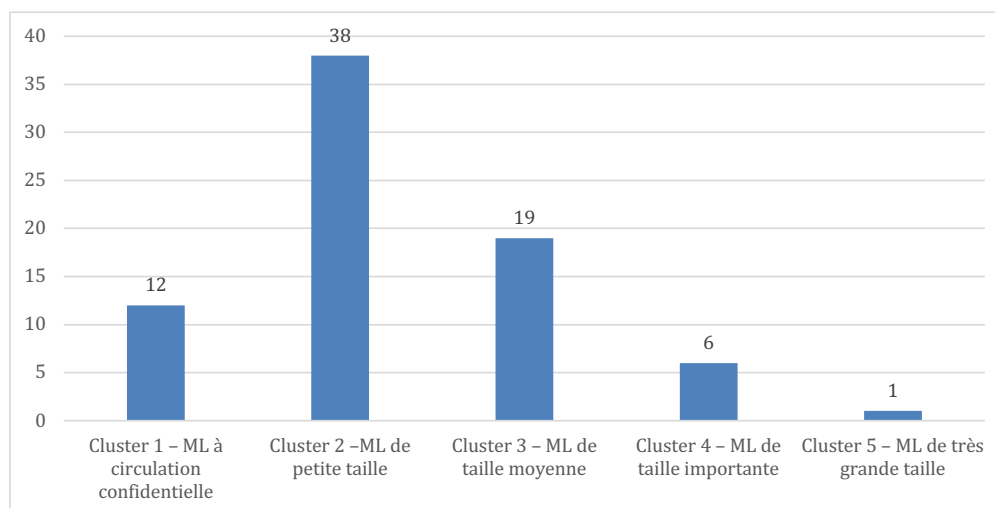
	Minimum	Médiane ¹⁴	Maximum
Montant de monnaie en circulation (équivalent en euros)	2.000	17.945	1.097.280
Nombre d'adhérents particuliers	30	231	2.447
Nombre de prestataires	11	76	821

Source : enquête Triangle

Les auteurs ont proposé une classification en cinq grands groupes selon le critère de la taille en combinant différents indicateurs (masse monétaire en circulation, nombre de prestataires et de particuliers). Cette classification met en évidence le cas singulier de l'*eusko*, monnaie du Pays Basque Nord, qui représentait à lui seul le tiers du montant total des monnaies locales, suivi par une demi-douzaine de monnaies locales de taille importante. La plupart des monnaies restent confidentielles ou de petite taille.

Figure 2 – La répartition des monnaies locales selon leur taille (données 2018)

Nombre de monnaies par groupe de taille



Source : enquête Triangle

Au-delà de l'effet taille, on peut ajouter d'autres facteurs plus qualitatifs de la diversité des monnaies locales comme, par exemple, les caractéristiques du

¹⁴ Compte tenu du poids important d'une monnaie locale (*eusko*), la moyenne n'est pas significative. On retient plutôt la médiane, valeur qui répartit les monnaies locales en deux sous-ensembles de même effectif : 50% des monnaies ont une valeur inférieure ou égale à la valeur médiane, 50% supérieure à cette valeur.

territoire (rural *versus* urbain) souvent associées avec une configuration différente du réseau des prestataires (il y a plus de producteurs de produits agricoles dans un cas que dans l'autre).

2. Redonner du sens aux échanges : les valeurs portées par les monnaies locales

Les monnaies locales visent à redonner du sens aux échanges¹⁵, en dépassant le strict caractère marchand qui domine dans nos sociétés, particulièrement lors des achats dans les grandes surfaces ou sur internet. Il s'agit de sortir de l'anonymat qui caractérise de telles pratiques, l'échange d'un bien ou d'un service en monnaie locale réunissant des adhérents d'une association qui partagent les mêmes valeurs. Ces valeurs sont exprimées dans une charte que la quasi-totalité des monnaies locales proposent de signer lors de l'adhésion. C'est particulièrement le cas des prestataires : leur entrée dans le réseau est souvent soumise à une évaluation par un comité d'agrément chargé de vérifier que les prestataires candidats à l'adhésion partagent bien ces valeurs.

Jérôme Blanc et Marie Fare ont analysé plusieurs de ces chartes¹⁶. Il en ressort que, sous des formes différentes, trois principales valeurs sont prédominantes pour les monnaies locales : la relation de proximité, la transition écologique et l'engagement citoyen.

2.1 La relation de proximité

Une monnaie locale ne pouvant circuler que sur un territoire délimité, les dépenses sont orientées vers des achats auprès de commerces ou des services de proximité. Pour les particuliers, il s'agit donc de régler leurs achats dans leur quartier, leur ville ou leur village pour soutenir l'économie locale. Lors d'un paiement en monnaie locale, il s'établit un rapport moins anonyme, parfois convivial entre l'acheteur et le vendeur car les deux parties se reconnaissent comme partageant les mêmes valeurs. Il s'ensuit une plus grande fidélisation de la clientèle.

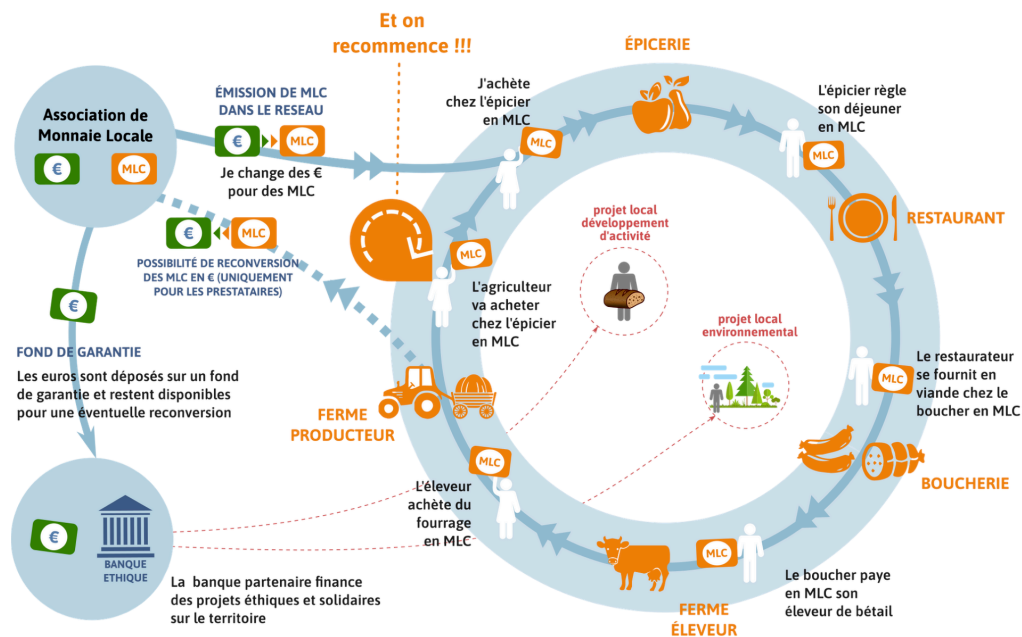
Quant aux prestataires qui reçoivent des paiements en monnaie locale, ils ont tout intérêt à ne pas demander la reconversion en euros afin de ne pas avoir à payer les éventuelles taxes à la reconversion. Ils sont donc incités à utiliser la

¹⁵ Fare M., *Repenser la monnaie. Transformer les territoires, faire société*, Editions Léopold Mayer, Paris, 2016.

¹⁶ Blanc J., Fare M., « Turning values concrete: The role and ways of business selection in local currency schemes », *Review of social economy*, 17 mai 2016, vol. 74, n° 3, p. 298-319.

monnaie pour payer leurs fournisseurs, leur expert comptable ou leur service informatique, etc. L'objectif est de reconstituer progressivement un circuit économique permettant de faire circuler la monnaie locale sur un territoire donné, en limitant ou en retardant autant que possible la fuite hors du territoire que facilite le paiement en euros.

Schéma : le circuit de la monnaie locale



Source : Pyrène (monnaie09.fr), Mouvement SOL

En réduisant cette fuite, la monnaie locale permet de relocaliser les échanges et contribue au renforcement de l'économie locale. Cette contribution est d'autant plus importante que le circuit économique s'étoffe grâce à un nombre important d'utilisateurs (particuliers et prestataires) et à une variété de biens et de services payables en monnaie locale. Il faut donc étendre le réseau des prestataires qui acceptent ce paiement, ce qui constitue un enjeu essentiel aujourd'hui pour les monnaies locales engagées dans une stratégie de changement d'échelle. Cela demande une démarche stratégique s'appuyant sur l'investissement de bénévoles ou l'activité de salariés chargés du développement du réseau, mais aussi le passage à des outils de paiement numérique. Et cela demande du temps et de la patience car plusieurs années sont nécessaires pour arriver à boucler un tel circuit économique.

Au-delà de la dimension économique, la relation de proximité est synonyme d'un renforcement du lien social à travers une mise en avant du territoire. Le

nom de la monnaie locale est ainsi porteur d'une identification par le nom ou la langue : la *gonette* à Lyon fait référence au terme « gone » ; le *sol violette* à Toulouse à la fleur emblématique de cette ville, tout comme la *gentiane* (fleur des Alpes) à Annecy ; *lou pélou* (Limousin) évoque le bogue de la châtaigne en Occitan, *l'ostrea*, l'huitre sur le Bassin d'Arcachon, etc. Il y a toute une poésie et une symbolique forte associées au nom des monnaies locales (cf. la liste des monnaies locales en annexe). La monnaie du Pays Basque Nord (partie française du Pays Basque, l'Iparralde) s'appelle ainsi *eusko* (basque) et la défense de la langue basque est une valeur forte de cette monnaie.

Les monnaies locales sont parfois accusées de localisme, de repli sur un territoire, donc de fermeture. Ceci relève d'un malentendu : d'une part, il s'agit de monnaies complémentaires qui n'ont ni la vocation, ni l'ambition de se substituer à la monnaie nationale ou européenne car les échanges en monnaie locale ne portent que sur une partie limitée des dépenses pour l'achat de biens et services ; d'autre part, les autres valeurs que portent ces monnaies traduisent plutôt l'ouverture sur le monde¹⁷.

2.2 La transition écologique

Deuxième valeur affirmée dans la plupart des chartes : les monnaies locales s'engagent à participer à la transition écologique. Ainsi en privilégiant des achats de produits locaux et des fournisseurs à proximité, les transports de marchandise sont réduits et les émissions de CO2 diminuent a priori – même si ce n'est pas automatique car cela dépend des modes de production sur le territoire¹⁸.

Plus encore, les monnaies locales tendent à orienter les achats vers des produits alimentaires bio, la question d'une alimentation saine étant parfois explicitée dans leurs objectifs fondamentaux. Les achats auprès de magasins d'alimentation sont en effet le premier poste de dépenses des différentes monnaies locales. Les magasins Biocoop sont ainsi souvent prestataires et comptoirs de change des monnaies locales. On les appelle parfois des « aspirateurs » à monnaies locales car ils forment une partie importante de la circulation en volume des monnaies, surtout pour les plus petites, avec une

¹⁷ « L'universel, c'est le local moins les murs » déclarait le poète portugais Miguel Torga en 1954 à l'occasion d'une conférence au Brésil qui a été publiée depuis.

¹⁸ Si la production locale repose sur des techniques polluantes (comme le chauffage des serres), le bilan carbone peut être défavorable en comparaison d'un bien produit avec des techniques plus propres, même s'il est transporté sur une longue distance.

limite : ces volumes sont souvent immédiatement reconvertis en euros, ce qui rompt le circuit local de la monnaie qu'il s'agit de constituer. On retrouve aussi dans les réseaux les supermarchés coopératifs et collaboratifs qui émergent un peu partout en France en s'inspirant du modèle du Park Slope Food Coop de Brooklyn (New York, USA) et que La Louve a été la première à transférer en France avec son magasin à Paris. Enfin de nombreux petits magasins de vente en vrac sont aussi prestataires, partageant l'orientation vers les produits alimentaires bios ainsi que la volonté de réduire les déchets.

Diminuer la consommation énergétique et réduire les déchets en s'inscrivant dans une démarche d'économie circulaire font aussi partie de l'ADN des monnaies locales. On retrouve ainsi parmi les prestataires aussi bien des structures proposant des énergies renouvelables (c'est le cas d'Enercoop), que l'autopartage de véhicules (Citiz), des recycleries ou des boutiques offrant des produits de seconde main pour éviter le gaspillage.

Tous les prestataires ne sont pas bios, éthiques et solidaires, mais le respect des chartes suppose que des efforts soient réalisés dans ce sens. Certaines monnaies proposent ainsi à leurs prestataires de les accompagner dans ces efforts d'économie d'énergie et de réduction des déchets, s'inscrivant dans une démarche de Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE).

Ces orientations ont conduit l'ADEME à s'intéresser très tôt aux monnaies locales et parfois à soutenir financièrement leur déploiement. Une des premières études approfondies sur les monnaies locales est ainsi un rapport publié par l'Agence de la Défense de l'Environnement et la Maîtrise de l'Energie (ADEME) en 2016¹⁹.

2.3 L'engagement citoyen

Le troisième pilier des monnaies locales est ce qu'il est convenu d'appeler la réappropriation citoyenne de la monnaie. Contestant la privatisation de la monnaie par les banques (qui sont à l'origine de l'essentiel de la création monétaire) et sa gestion technocratique par les banques centrales, l'objectif est d'affirmer que les citoyen·nes ont leur mot à dire sur le système monétaire. En tant qu'adhérents de l'association, ils peuvent intervenir directement dans la gestion de leur monnaie locale. Un effort particulier est porté sur cette question avec l'affirmation des objectifs de transparence et de démocratie

¹⁹ ADEME, *Les monnaies locales complémentaires environnementales. Etat des lieux, impacts environnementaux et efficacité économique*, Angers, 2016.

dans la gestion de ces monnaies et plusieurs associations s'inspirent des principes de l'holocratie et de la sociocratie pour leur mode de fonctionnement, comme la prise de décision au consentement.

C'est tout au moins l'objectif recherché car, dans la pratique, cela s'avère difficile à mettre en œuvre dans la durée. Cela tient à des comportements individuels (certains peuvent être tentés de capter le pouvoir) ou à l'engagement limité des adhérents : le risque est que seuls quelques bénévoles se retrouvent à prendre les décisions. Comme toutes les structures associatives, ces monnaies sont souvent confrontées à un manque d'implication des adhérents.

Mais au-delà de la gestion de la monnaie locale, l'objectif est de permettre aux citoyen·nes de renforcer leur pouvoir d'agir sur les enjeux économiques, monétaires et financiers, ce qui passe par une meilleure compréhension des mécanismes monétaires. De ce point de vue, les monnaies locales ont une mission d'éducation populaire et elles utilisent différents outils pour animer la réflexion collective autour de ces enjeux. Ce sont notamment des séances de type ciné-débats, des conférences, des jeux permettant d'appréhender l'intérêt des monnaies locales. Dans le cadre du Mouvement SOL, un groupe de bénévoles a conçu une Fresque de la monnaie qui pourrait devenir un dispositif particulièrement adapté pour ces démarches, comme la Fresque du climat l'est pour sensibiliser aux enjeux du changement climatique.

Une des motivations fortes de l'adhésion à la monnaie locale tient aux excès de la financiarisation qui caractérisent nos économies depuis une vingtaine d'années, notamment la spéculation ou l'orientation du crédit privé vers les énergies fossiles. La critique des systèmes bancaires et financiers est souvent très présente et la conversion des euros en monnaie locale est donc perçue comme une façon de réaffecter les fonds vers une finance éthique et solidaire.

2.4 Les monnaies locales comme commun

Les monnaies locales relèvent de ce que l'on appelle un bien commun ou un « commun »²⁰ selon le terme de plus en plus utilisé depuis les travaux d'Elinor Oström (une des rares femmes ayant reçu le prix de la Banque de Suède, assimilé à un Prix Nobel, en 2009). Si les démarches coopératives et plus

²⁰ Zimmerman J.B., *Les communs. Des jardins partagés à Wikipedia*, Éditions Libre et Solidaire, Paris, 2020.

largement l'économie sociale et solidaire existent depuis longtemps²¹, l'attention s'est longtemps focalisée sur l'opposition binaire entre le public et le privé. Les affrontements idéologiques (capitalisme vs socialisme) expliquent cette polarisation.

Dans nos économies, l'argumentation traditionnelle prend comme point de référence le caractère privé, le bien public venant compenser l'impossibilité d'utiliser l'échange marchand qui serait a priori le plus pertinent. Relèveraient du privé, les biens que l'on peut s'approprier en identifiant clairement le bénéficiaire qui doit payer l'utilisation de ce bien par un échange marchand. C'est un bien dit exclusif (car on peut exclure une personne de son usage) et rival (car les utilisateurs/trices sont en compétition pour son usage). A l'inverse, un bien public bénéficie à une collectivité et il est difficile de savoir combien les bénéficiaires sont prêts à payer pour son usage (bien non exclusif et non rival). Ce serait alors à l'Etat (qu'il soit central ou local) de gérer ce bien pour le bien-être de la collectivité (par exemple le service de sécurité).

On retrouve ce clivage dans la monnaie : l'essentiel de la monnaie est privée, émise par les banques lors de l'octroi de crédits à des entreprises ou des particuliers, la fonction de l'Etat étant d'assurer la cohérence du système monétaire, par son rôle régalien (la monnaie légale est l'euro) ainsi que par la gouvernance de ce système à travers des dispositifs réglementaires et l'intervention des banques centrales qui doivent éviter l'effondrement de ce système.

La notion de commun offre une autre perspective pour considérer les biens ou services qui bénéficient à une collectivité mais reposent sur une auto-gouvernance dans leur gestion. Entre la gestion décentralisée par le marché et la gestion centralisée, hiérarchique par l'Etat, il y a place pour une administration collective de ces biens par la participation des membres de la communauté concernée. Elinor Oström a mis en évidence que de telles pratiques pouvaient être préférables à une gestion hiérarchique dans le cas de ressources communes. Ceci permet d'élargir le pouvoir d'agir des citoyen·nes concernés qui peuvent intervenir dans les processus de prise de décision sur ce bien ou service, doublant l'efficacité économique d'une dimension sociale et démocratique. Et c'est bien cette dimension de « commun » que l'on retrouve

²¹ Glémain P., *opus cité*, et Duverger Th., *L'économie sociale et solidaire : une histoire de la société civile en France et en Europe de 1968 à nos jours*, Le Bord de l'eau, Lormont, 2016.

dans les monnaies locales complémentaires²² et, plus généralement, dans les monnaies alternatives.

3. L'impact social des monnaies locales

Il est difficile de critiquer les monnaies locales sur la base des valeurs qu'elles portent, mais il faut bien reconnaître que les effets potentiels qui ont été attribués à ces monnaies dans les pages précédentes relèvent de convictions pour les militants, ou d'hypothèses pour les scientifiques. Pour convaincre les citoyen·nes, les pouvoirs publics ou tout autre acteur de l'intérêt du déploiement des monnaies locales, il reste à démontrer l'utilité sociale de ces monnaies en apportant des éléments de preuve de leur impact sur le développement économique local, sur la transition écologique et l'engagement citoyen.

3.1 Les conditions de l'enquête sur l'utilité sociale des monnaies locales

C'est tout l'intérêt de l'enquête réalisée à l'initiative du Mouvement SOL sur l'utilité sociale des monnaies locales complémentaires, avec l'appui du Cabinet TransFormation Associés et l'implication de plusieurs bénévoles et salariés des associations²³. Deux questionnaires ont été élaborés pour tenter d'appréhender l'impact social des monnaies locales : le premier concernait les particuliers et le second les prestataires. Ces questionnaires ont été largement diffusés parmi les adhérents des différentes monnaies en France par l'envoi de courriels ou par les réseaux sociaux. Quelque 1600 particuliers et 565 prestataires ont rempli ces questionnaires en 2020.

Si la préparation des questionnaires comme le traitement statistique et l'analyse des résultats se sont efforcés d'avoir une rigueur scientifique, il subsiste néanmoins des biais dans ce mode de collecte d'informations. D'une part, il n'y a aucun contrôle des personnes qui remplissent le questionnaire (il était juste demandé à quelle monnaie locale elles étaient associées), ce qui

²² Fare M., Dissaux T., « Jalons pour une approche socioéconomique des communs monétaires », *Économie et institutions*, 31 décembre 2017, no 26, doi:10.4000/ei.5966.

Servet J.M. et Swaton M., « Penser la dimension de commun de la monnaie à partir de l'exemple des monnaies complémentaires locales », *Revue Interventions économiques* [En ligne], 59 | 2018.

Servet J.M., *Metadosis. Les fondements de la monnaie comme commun*, Paris, Classiques Garnier. Automne 2022 (à paraître)

²³ Mouvement SOL, *Monnaies locales : monnaies d'intérêt général. Etude sur l'utilité sociale des monnaies locales complémentaires*, Lyon, avril 2021. Téléchargeable sur le site web. Les pages qui suivent reprennent largement les résultats publiés dans ce document.

n'exclut donc pas des manipulations volontaires, voire malveillantes des réponses en ligne. Cela semble peu probable même si ce n'est pas exclu. D'autre part, on sait que les personnes qui répondent à un questionnaire en ligne durant une dizaine de minutes sont particulièrement motivées et ce n'est pas toujours le cas de la plupart des adhérents des monnaies locales. Différentes études locales ont montré qu'il y a des utilisateurs/trices particulièrement actifs qui recourent très fréquemment à la monnaie locale (souvent un petit noyau) alors que la majorité des adhérents n'en ont qu'un usage occasionnel. On ne peut donc en déduire que, malgré le nombre élevé de réponses, ces réponses soient pleinement représentatives des comportements des adhérents. Néanmoins cette enquête apporte des éléments de preuve venant étayer les hypothèses formulées.

3.2 Le renforcement de la dynamique territoriale

Cette enquête permet en effet de préciser comment ces monnaies contribuent à redynamiser l'économie des territoires par des circuits courts, réduisant la fuite de la monnaie en dehors du territoire grâce aux échanges de proximité. Les adhérents des monnaies locales qui ont répondu aux questionnaires en ligne²⁴ semblent avoir modifié leurs comportements de façon significative. Ainsi près de la moitié (48%) disent acheter davantage auprès de commerces et prestataires locaux depuis leur adhésion. On constate en effet que les adhérents actifs changent de commerces (ou de fournisseurs) pour trouver un prestataire qui accepte la monnaie locale ou augmentent leurs achats auprès de ces commerces s'ils fréquentaient déjà ces magasins.

Les monnaies locales mettent systématiquement en évidence leurs réseaux de prestataires par la distribution de listes, des cartographies facilement accessibles sur leur site web ou smartphone (avec parfois une géolocalisation). Elles parlent régulièrement des activités et animations de leurs prestataires sur les réseaux sociaux. Cela semble avoir une influence : « 66% des utilisateurs/trices disent aller prioritairement chez des professionnels du réseau et 19% déclarent fréquenter de nouveaux professionnels grâce à la monnaie locale complémentaire » (p.31).

Certes, pour les professionnels, cet impact reste peu lisible d'autant que le montant de monnaie locale en circulation reste souvent assez faible (inférieur à 100.000 euros). Cependant, plus d'un sur cinq (22%) considèrent que cela a un

²⁴ Cette précaution vaut pour toutes les réponses qui seront évoquées.

effet sur son chiffre d'affaires et près d'un quart (24%) estiment qu'il y a un effet de fidélisation de la clientèle. Sans surprise, la très grande majorité des professionnels utilisent la monnaie locale pour payer leurs fournisseurs, ce qui est la deuxième étape nécessaire dans la formation du circuit économique.

Au final, les monnaies locales tendent bien à réduire les fuites en dehors du territoire. A partir des données sur les échanges numériques de deux monnaies locales, Oriane Lafuente-Sampietro²⁵ a calculé que l'impact d'un versement d'une somme en monnaie génère plus de dépenses sur le territoire que son versement en euro : l'effet multiplicateur est estimé entre 1,25 et 1,50 – soit une augmentation de 25 à 50%. Ainsi le versement d'une subvention municipale à une association aurait un effet sur l'économie du territoire plus important si elle est faite en monnaie locale plutôt qu'en euros. En effet, les bénéficiaires seront incités à acheter auprès des commerces locaux plutôt que dans un supermarché ou sur une grande plate-forme de vente en ligne.

Mais l'influence des monnaies locales sur les dynamiques territoriales ne se limite pas à son seul impact économique : elles sont aussi vectrices de renforcement du lien social. Portées par des collectifs citoyens, les monnaies locales sont insérées dans le tissu associatif du territoire. Plusieurs d'entre elles ont ainsi mis en place des dispositifs de soutien financier aux associations partenaires comme le « 3% Eusko » (reversement de 3% du montant des conversions des euros en *euskos* au Pays Basque à des associations partenaires). Quand elles n'organisent pas elles-mêmes des activités culturelles, elles sont souvent le moyen d'échange pour différents festivals à l'exemple de la *miel* utilisée lors du Festival VivaCité à La Réole (Gironde).

Les monnaies locales sont aussi des vecteurs du renforcement du sentiment d'appartenance à un territoire à travers leurs noms, les images sur les coupons-papiers (images qui valorisent souvent les lieux symboliques), quand ce n'est pas la défense de la langue locale. La promotion de la langue basque est ainsi un des objectifs de l'*eusko* : elle incite ses prestataires à un double affichage des produits, en français et en euskara. Le *nissart* est aussi orienté sur la défense du niçois, expression locale de la langue occitane.

Du fait de la nature transversale de la monnaie indispensable aux échanges qui structurent notre société, elles participent au maillage du territoire car elles

²⁵ Lafuente-Sampietro O., « Measuring the income impact of local convertible currencies: Computing multipliers for local convertible currencies community ». *Working Paper*, 2021, Université Lyon 2, UMR5206 Triangle.

ont vocation à associer les différents acteurs présents sur le territoire qui partagent les mêmes valeurs, notamment dans le monde de l'ESS et en relation avec les collectivités locales. On les retrouve dans de nombreux projets collectifs à l'exemple du *lien*, monnaie de la Loire, qui participe au collectif stéphanois La fabrique de la transition.

3.3 Une contribution à la transition écologique

L'enquête du Mouvement SOL indique aussi que l'appartenance à une monnaie locale contribue à modifier les pratiques environnementales de ses adhérents. D'une part, en leur permettant d'avoir accès à de nouvelles informations sur des modes de vie et de consommation plus écologique et, d'autre part, en offrant de nouvelles opportunités d'achat par le réseau des prestataires. Ainsi près de la moitié des répondants (48%) disent avoir augmenté leurs achats de produits locaux (réduisant les transports) et plus du tiers leurs achats de produits bios (36%). A contrario, ils réduisent leurs achats en grande surface (69%) ou sur internet (51%).

Cette évolution vers des pratiques plus écologiques concerne aussi les prestataires, auprès desquels les monnaies locales multiplient les dispositifs incitatifs : sensibilisation aux enjeux environnementaux, informations sur les démarches possibles (la *roue* et le *souRiant* proposent des guides de « bonnes pratiques »), propositions de fournisseurs à proximité, défis visant l'amélioration de leurs pratiques (l'*eusko*, la *pêche*), accompagnement de démarches RSE, création de filière de recyclage (*doume*, *gabare*), cofinancement de projets d'énergie renouvelable (*lien*, *doume*). Ces différentes démarches semblent porter leurs fruits, ce que suggèrent les réponses des prestataires au questionnaire du Mouvement SOL : depuis leur adhésion aux monnaies locales, ils indiquent avoir adapté leurs pratiques pour réduire leur impact environnemental (84%), pris davantage en compte les pratiques environnementales de leurs partenaires commerciaux (64%) ou encore avoir augmenté leurs partenaires à moins de 150 km (23%).

On comprend l'intérêt accru des différentes institutions envers les monnaies locales, qu'il s'agisse de l'ADEME ou des collectivités locales engagées sur la question de l'urgence climatique.

3.4 Un nouvel espace de citoyenneté et de solidarité

Le projet des monnaies locales est aussi de permettre aux citoyens de se réapproprier la question monétaire en participant à une dynamique collective

et en déconstruisant certaines représentations dominantes des questions monétaires et financières. Dans une démarche d'éducation populaire, les monnaies locales mobilisent différents dispositifs (cf. supra) et elles diffusent régulièrement des informations sur les réseaux sociaux : site web, comptes Facebook, Twitter ou Instagram, notamment sous la forme de vidéos. Une mention particulière au projet « Prenez place ! » lancé au début 2021 autour de la thématique « Monnaie, (bien commun) et démocratie » dans une démarche de création associant arts, science et débats citoyens qui a développé un ensemble très riche de vidéos.

A nouveau, les résultats de l'enquête montrent un impact certain puisque plus de la moitié (55%) des particuliers ayant répondu disent avoir participé à des manifestations publiques organisées par leur monnaie et plus des 2/3 des répondants (69%) déclarent que l'utilisation de la monnaie locale leur a permis de mieux comprendre les liens entre enjeux économiques et enjeux écologiques, sociaux et démocratiques. Ce serait ainsi plusieurs milliers de citoyen·nes qui seraient sensibilisés à ces questions chaque année.

Au-delà, les monnaies s'efforcent aussi de développer des formes de démocratie participative en associant autant que possible leurs adhérents aux prises de décision. Les processus mis en place s'inspirent souvent des principes de la sociocratie avec une recherche de consensus/consentement, communication bienveillante, transparence, etc. Selon l'enquête Triangle, elles bénéficieraient en moyenne du soutien de 18 bénévoles. Il n'en reste pas moins que, malgré les intentions affichées, l'implication des bénévoles reste souvent en deçà des attentes et plusieurs associations souffrent de leur essoufflement, ce qui génère parfois de sérieuses difficultés allant jusqu'à la fermeture des monnaies.

L'un des buts des monnaies locales est bien le renforcement du lien social, ce qui induit une démarche de solidarité, notamment entre les adhérents du réseau qui partagent les mêmes valeurs. Les utilisateurs/trices particuliers vont ainsi aller prioritairement auprès des professionnels qui acceptent la monnaie locale (66% des réponses) et conseiller ces prestataires à leurs connaissances (70% des réponses). Les prestataires eux aussi recommandent des professionnels du réseau à leurs confrères (80% des répondants). La confiance entre les membres de l'association se retrouve aussi dans le fait qu'un professionnel sur deux choisit un fournisseur local sans négocier les prix, considérant qu'il s'agit de « justes prix ». Le soutien au réseau de prestataires

constitue une orientation partagée par plusieurs monnaies locales. Ce peut-être de façon permanente avec les subventions aux associations, les prêts à taux zéro aux professionnels ou de façon ponctuelle. Lors des confinements liés à la crise de la COVID-19 en 2020 et 2021, plusieurs monnaies locales ont ainsi organisé différentes initiatives pour aider les professionnels en difficulté.

Dans cette démarche de solidarité, on retrouve chez plusieurs monnaies locales une préoccupation : se débarrasser d'une image de « monnaie bobo » (faire ses courses dans les magasins bio chers avec des billets de Monopoly) et se saisir des monnaies locales comme outil d'intégration sociale des populations fragilisées. En collaboration avec les centres communaux d'action sociale, plusieurs projets ont été menés notamment par le *sol violette* à Toulouse ou le *cairn* en Isère, auprès des chômeurs ou des personnes à faible revenu. La commune Le-Point-de-Claix (Isère) a ainsi mis en place le Complément Minimum Garanti pour que les personnes de plus de 60 ans ne vivent plus sous le seuil de pauvreté. Pour atteindre ce seuil, un complément, en plus du total des aides sociales de base, est versé en partie en monnaie locale (*cairn*). Certaines démarches ciblent particulièrement la question de l'alimentation comme l'expérimentation sur les pratiques alimentaires des étudiants à Lyon, avec une aide en *gonettes*.

*

* *

Parties à l'envers au début du siècle avec la logique descendante du projet SOL, les monnaies locales en France ont fini par se remettre sur pied en se constituant sur la base de collectifs locaux dans différents territoires et en promouvant des valeurs citoyennes, éthiques et environnementales. Bien qu'encore très largement méconnues, elles sont aujourd'hui en voie de reconnaissance institutionnelle par les collectivités locales, comme par les structures de l'ESS, mais aussi au-delà : elles sont de plus en plus fréquemment prises en compte par les chercheurs universitaires dans le champ de l'économie monétaire²⁶ et un rapport parlementaire a récemment souligné leur impact social²⁷.

²⁶ Voir les travaux de Michel Aglietta, Bruno Théret ou Les économistes atterrés cités dans les références, sans oublier Couppey-Soubeyran J., Delandre P. et F. Fert « Projets de monnaie, projets de société », AOC, 1er décembre 2021.

²⁷ Dans le Tome V (Écologie, développement et mobilités durables. Economie sociale et solidaire) de l'*Avis présenté au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet*

Cet intérêt tient à ce qu'elles apportent des éléments de réponse aux principaux enjeux sociétaux actuels : renforcer le pouvoir d'agir des citoyen·nes, réorienter la dépense vers le local et vers des achats à faible impact environnemental. Il ne s'agit certes pas d'une solution miracle mais, parmi un ensemble d'actions possibles, c'est l'un des leviers par lesquels citoyen·nes et pouvoirs publics peuvent agir concrètement. Et c'est bien à ces deux niveaux que cela se joue : le dernier rapport du GIEC (avril 2022) souligne que si les politiques des États sont centrales dans la lutte contre le réchauffement climatique, les changements des pratiques individuelles contribuent à infléchir la tendance. Les monnaies locales peuvent participer à modifier les pratiques si elles prennent une place plus significative qu'aujourd'hui.

Le défi est important pour les associations qui portent ces monnaies. Pour avoir un impact significatif, il est urgent d'accélérer la diffusion des monnaies locales en multipliant prestataires et particuliers utilisateurs. Introduction d'une version numérique, professionnalisation, partenariat avec les collectivités locales, tous ces enjeux du changement d'échelle supposent un changement majeur dans l'organisation pour dépasser le stade d'un entre-soi²⁸.

Les difficultés rencontrées par plusieurs monnaies locales mettent en évidence un essoufflement fréquent des bénévoles. Pour franchir le cap du changement d'échelle, un accompagnement peut être utile et une implication forte des collectivités locales semble indispensable. Au-delà des seules collectivités locales, le niveau national pourrait se saisir de cet outil de transitions en soutenant les monnaies locales et en faisant évoluer le cadre réglementaire pour faciliter leur utilisation, notamment par les collectivités locales.

Il ne peut s'agir d'un soutien ponctuel. Un engagement durable est nécessaire pour que les différentes monnaies locales mettent progressivement en place des circuits monétaires territorialisés et élaborent des modèles économiques qui réduisent leur dépendance au financement public. Ce ne peut être que le résultat d'un patient travail de terrain pour mettre en relation citoyen·nes et acteurs économiques engagés dans les dynamiques de transition, sans perdre de vue les valeurs qui donnent du sens à ces actions. L'ancrage des monnaies

de loi de finances pour 2020 (n°2772) à l'Assemblée nationale, la députée Barbara Bessot Ballot développe toute une partie sur le thème « Les monnaies locales complémentaires : un outil pour le développement de l'économie sociale et solidaire dans les territoires ? ».

²⁸ Cf. Lung Y. *Les monnaies locales dans les dynamiques de transition*, Editions Apogée, Rennes, septembre 2022 (à paraître)

locales dans le monde associatif et coopératif du territoire qui partage ces valeurs est essentiel : ces structures ont vocation à être des relais naturels, des ambassadeurs de la dynamique transformatrice que portent les monnaies locales. Il relève de leur responsabilité de soutenir ce projet.

Sa réussite repose aussi sur l'engagement de chacun : utiliser une monnaie locale pour le paiement de ses dépenses devrait devenir un geste quotidien comme le tri sélectif des déchets, l'utilisation de mobilités douces ou des transports en commun à la place de la voiture... Il nous reste un long chemin pour y parvenir et il faut accélérer le mouvement car les urgences sont là !

Annexe – Les monnaies locales complémentaires en France

Les monnaies locales complémentaires en circulation en France au 31 décembre 2021

Nom de la monnaie	Département(s)	Année de mise en circulation
Abeille	Lot-et-Garonne	2010
Commune	Loire	2010
Lucioles	Ardèche	2011
Sol Violette	Haute-Garonne	2011
Heol	Finistère	2012
MUSE	Maine-et-Loire	2012
Éco du bon sens	Haute-Savoie	2012
Roue	Vaucluse, puis Bouches-du-Rhône (Marseille, Salon, Aix), Alpes de Haute-Provence, Hautes-Alpes	2012
Eusko	Pyrénées-Atlantiques	2013
MIEL	Gironde	2013
Radis	Haut Rhin	2013
Galléco	Ille-et-Vilaine	2013
Touselle	Haute-Garonne	2013
Céou	Lot	2014
Maillette	Cotes-d'Armor	2014
Pêche	Seine-Saint-Denis, puis Paris, Ile de France	2014
Cers	Aude	2014
Pyrène	Ariège	2014
Elef	Savoie	2014
Doume	Puy-de-Dôme	2015
Sol Olympe	Tarn et Garonne	2015
Beunèze	Charente-Maritime	2015
Lou Pélou	Haute-Vienne et Corrèze	2015
T!nda	Pyrénées-Atlantiques	2015
Léman	Ain et Haute-Savoie	2015
Grain	Seine-Maritime	2015
Stück	Bas-Rhin	2015
Agnel	Seine maritime et Eure	2015
Gonette	Rhône	2015
Galais	Morbihan	2015
Ostrea	Gironde	2016

Rozo	Loire-Atlantique	2016
Lignière	Cher et Indre	2016
Gabare	Indre-et-Loire	2016
Lien	Loire	2016
Renoir	Alpes-Maritimes	2016
Méreau	Loiret	2016
Buzuk	Finistère	2016
Trèfle	Dordogne	2016
Mige	Creuse	2017
Gâtinelle	Deux-Sèvres	2017
Vendéo	Vendée	2017
Cep	Tarn	2017
Pive	Doubs, Jura, Haute-Saône, Territoire de Belfort	2017
Flamant	Bouches-du-Rhône	2017
Cairn	Isère	2017
Cigogne	Haut-Rhin	2017
Florain	Meurthe-et-Moselle	2017
Sonnante	Hautes-Pyrénées	2017
Nissart	Alpes-Maritimes	2017
Bizh	Morbihan	2018
Segal	Morbihan	2018
Soudaqui	Pyrénées-Orientales	2018
Krôcô**	Gard	2018
Kwak	Guyane française	2018
Gentiane	Haute-Savoie	2018
Cagnole	Yonne	2018
Aqui	Dordogne	2018
Passeur	Loiret	2018
Racine	Yvelines et Essonne	2018
Rollon	Région Normandie	2018
Babet	Rhône, Ardèche et Loire	2018
Graine	Hérault	2018
Ourse	Morbihan	2018
Pois	Vienne	2018
Bulle	Charente 2019	2019
Sézu	Gard	2019
Fève	Var	2019
Soudicy	Allier	2019
SouRiant	Aude	2019

Aïga	Gard	2019
Corsicoïn*	Corse	2020
Moneko	Loire Atlantique	2020
Br'ain	Ain	2021
Chab	Haute Savoie	2021
Chouette	Côté d'or	2021
Pezh	Bretagne	2021

* incertitude sur la circulation effective de cette monnaie

** le krôcô a été retiré le 28 mars 2022

Monnaies locales lancées entre le 1er janvier et le 15 avril 2022

Monnaie	Département
Tissou	Isère
Plume	Gers

Les monnaies locales complémentaires retirées de la circulation

Monnaie	Département	Lancement	Fermeture
Bogue*	Ardèche	2011	2013
Déodat	Vosges	2011	2013
Occitan	Hérault	2010	2014
Sardine	Finistère	2012	2014
Cigalonde	Var	2012	2016
Mesure	Drôme	2011	2016
Bel	Drôme	2016	2018
Edit	Isère	2014	2018
Marcassol	Ardennes	2017	2020
SoNantes*	Loire-Atlantique	2015	2020
Retz'l*	Loire-Atlantique	2013	2020
Bou'SOL	Pas-de-Calais	2013	2020

* monnaies fusionnées

Bibliographie :

- ADEME, *Les Monnaies Locales Complémentaires Environnementales : Etat des lieux, impacts environnementaux et efficacité économique*, Paris, 2016.
- AGLIETTA Michel, VALLA Natacha, *Le futur de la monnaie*, Éditions Odile Jacob, Paris, 2021.
- BLANC Jérôme, *Les monnaies alternatives*, Éditions La Découverte, Paris, 2018.
- BLANC Jérôme, *Politiques territoriales de résilience et de transition écologique : la piste des monnaies locales*, Terra Nova, 17 juin 2020.
- BLANC Jérôme, FARE Marie, LAFUENTE-SAMPIETRO Oriane, *Les monnaies locales en France : un bilan de l'enquête nationale 2019-20*, Triangle - UMR 5206, Université Lumière Lyon 2, Sciences Po Lyon, CNRS, avril 2020.
- BOSQUÉ Frédéric, *Les monnaies citoyennes. Faites de votre monnaie un bulletin de vote !*, Éditions Yves Michel, Gap, 2014.
- CAUVET Marion, PERISSIN FABERT Baptiste, *Les monnaies locales : vers un développement responsable*, Éditions Rue d'Ulm, Paris, 2018.
- DERUDDER Philippe, *Monnaies locales complémentaires et citoyennes. Pourquoi, comment ?*, 3^{ème} édition, Éditions Yves Michel, Gap, 2017.
- DUVERGER Timothée, *Utopies locales. Les solutions écologiques et solidaires de demain ?*, Les petits matins, Paris, 2012.
- FARE Marie, *Repenser la monnaie. Transformer les territoires, faire société*, Editions Charles Léopold Mayer, Paris, 2016.
- FOUREL Christophe, MAGNEN Jean-Philippe, MEUNIER Nicolas, *D'autres monnaies pour une nouvelle prospérité*, Éditions Le Bord de l'Eau, Lormont, 2015.
- GLÉMAIN Pascal, *L'Économie sociale et solidaire. De ses fondements à son « avenir »*, Éditions Apogée, Rennes, 2019.
- Les économistes atterrés, *La monnaie, un enjeu politique. Manuel critique d'économie monétaire*, Éditions du Seuil, Paris, 2018.
- KALINOWSKI Wojtek, *L'impact socio-économique des monnaies locales et complémentaires*, Institut Veblen, Paris, 2014.
- LIETAER Bernard, *Créer une monnaie complémentaire. Manuel à l'usage des citoyen-ne-s*, Éditions Le bord de l'eau, Lormont, 2017.
- LIETAER Bernard, DUNNE Jacqui, *Réinventons la monnaie ! Les premiers pas vers un nouveau paradigme*, Éditions Yves Michel, Gap, 2016.
- LIETAER Bernard, KENNEDY Margrit, *Monnaies régionales. De nouvelles voies vers une prospérité durable*, Éditions Charles Léopold Mayer, Paris, 2008.

- LUNG Yannick, *Les monnaies locales dans les dynamiques de transition*, Editions Apogée, Rennes, à paraître en septembre 2022.
- Mouvement SOL, *Monnaies locales : monnaies d'intérêt général. Etude sur l'utilité sociale des monnaies locales complémentaires*, Lyon, avril 2021.
- SENGAYRAC Simon-Pierre, GUÉMY Michel et Adrien LAVAYSSIÈRE, *Les monnaies locales : un levier de relance de nos territoires*, Osons le progrès !, 17 juin 2020.
- SERVET Jean-Michel, *Metadosis. Les fondements de la monnaie comme commun*, Classiques Garnier, Paris, 2022 (à paraître)
- TICHIT Ariane, *Les monnaies alternatives. De la diversité monétaire à la diversité économique*, Maison des Sciences de l'Homme de l'université Blaise Pascal, Clermont-Ferrand, 2021.
- THÉRET Bruno, « La monnaie au prisme de ses crises d'hier et d'aujourd'hui », *La monnaie dévoilée par ses crises*, Volume I – Crises monétaires d'hier et d'aujourd'hui, Éditions de l'EHESS, Paris, 2007, pp.17-74.